



PREMIER MINISTRE



LE PRESIDENT

Paris, le 19 janvier 2016

**Objet : Communiqué de presse**

Je découvre avec stupeur les propos tenus hier soir par le Premier Ministre à mon rencontre et à l'encontre de Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité. Ces propos appellent de ma part les observations suivantes.

Premièrement, le Premier Ministre reproche au rapporteur général un tweet qu'il n'a manifestement pas lu dans lequel Nicolas Cadène se bornait à rappeler le droit existant.

Deuxièmement, le Premier Ministre s'en prend à l'appel « Nous sommes unis » que j'ai signé avec 80 autres personnalités dont la présidente de la commission nationale consultative des droits de l'Homme, l'ancien président du conseil économique, social et environnemental, la présidente d'ATD quart monde, le président de la fondation Abbé Pierre, le président de l'Uniopss, le Président de la ligue de l'enseignement, le président des semaines sociales de France, des responsables syndicaux de la CFDT, de la FSU, de l'Unsa Education, le pasteur Clavairolly, président de la fédération protestante de France, le président du conseil français du culte musulman, le secrétaire général de l'enseignement catholique et le grand rabbin de France. C'est donc à ces personnalités aussi qu'il s'adresse en disant : « *On ne peut pas signer des appels, y compris pour condamner le terrorisme, avec des organisations que je considère comme participant du climat que l'on a évoqué tout à l'heure* ».

Troisièmement, il méconnaît la réalité des institutions indépendantes dans la République. L'Observatoire de la laïcité n'est pas placé sous sa responsabilité.

Quatrièmement, sur le plan humain, un minimum de respect aurait justifié qu'il m'appelle avant qu'il s'exprime publiquement.

L'Observatoire de la laïcité continue son travail avec sérénité et détermination.

Jean-Louis Bianco, Président de l'Observatoire de la laïcité.